



La lettre de Pro Silva France

Comité de rédaction : M. Brucciamacchie - J. Tomasini

Président : Alain GIVORS - 144 avenue J. Dupré

07170 Villeneuve de Berg - Tel : 04 75 94 34 50

E-mail : alain.givors@wanadoo.fr

Trésorier : Max BRUCIAMACCHIE - 3, rue Ernest

Renan - 54520 Laxou - Tél : 03 83 39 68 51

Secrétaire général : Marc VERDIER

Comité des Forêts - 46, rue Fontaine - 75009 Paris

Tél : 01 48 74 31 40 - Fax : 01 49 95 03 10

Bureau de Besançon : Julien TOMASINI

24 Quai Vauban - 25 000 Besançon - Tel : 09 51 21 45 48

E-mail : julien.tomasini@prosilva.fr

Président honoraire : Brice de TURCKHEIM

Truttenhausen - 67140 Heiligenstein

Tél : 03 88 08 96 04 - Fax : 03 88 08 57 25

E-mail : brice.de-turckheim@orange.fr

Correspondants régionaux :

Auvergne - Limousin :

Président : Jean-Pierre JUILLARD

3, place du Monument - 15400 Riom-ès-Montagne

Tel : 04 71 78 14 63

Animateur : Claude NIGEN

La Brande - 19190 Beynat - Tel : 05 55 85 55 81

Centre :

Animateur : Marc VERDIER - Comité des Forêts

46, rue Fontaine - 75009 Paris - Tél : 01 48 74 31 40

Franche-Comté - Bourgogne-Est :

Animateur : Julien TOMASINI

24 Quai Vauban - 25 000 Besançon - Tel : 09 51 21 45 48

Ile de France - Champagne :

Président : Dominique de JABRUN

48, rue Michel Ange - 75016 Paris - Tel : 01 46 51 57 67

Lorraine - Alsace :

Animateur : Marc-Etienne WILHELM - 16, Route de

Bernardswiller - 67120 Obernai - Tel : 03 88 95 16 49

Méditerranée :

Animateurs : Philippe SCHELLENBERGER

Le Petit Nid - Chemin des Colombes -13530 Trets

Tel : 06 84 80 32 52

Nicolas LUIGI - 87 route de Bellet 06200 Nice

Tel : 09 50 92 71 12

Normandie :

Président : Gaëtan de THIEULLOY

La Billebaude - Chemin de Bosc Oursel

27910 Letteguives - Tel : 02 35 79 02 76

Animateur : Michel de VASSELOT

Comité des Forêts - 46, rue Fontaine - 75009 Paris

Tél : 01 48 74 31 40

Nord - Picardie :

Animateur : Jean-Marc PENEAU - 68, rue du Centre

60350 Berneuil-sur-Aisne - Tel : 03 44 85 76 60

Pays de Loire :

Président : Philippe d'HARCOURT - La Justice

7230 Vibraye - Tel : 02 43 93 60 01

Animateurs :

Jean-Michel GUILLIER - Moulin de Roufrançois

53160 Saint Pierre/Orthe - Tel : 02 43 03 28 37

René COURRAUD - Les Perrés - 37130 Langeais

Tel : 01 47 96 82 78

Plateaux Calcaires :

Animateurs : Jean-Jacques BOUTTEAUX

M.F. des Alouettes - 52160 Auberive - Tel : 03 25 84 21 31

Rhône-Alpes :

Animateur : Jean-Loup BUGNOT

Les Trois Chênes - 01400 Abergement Clémencia

Tel/Fax : 04 74 24 07 42

Sud-Ouest :

Animateur : Gilles TIERLE

Le Puget - 09120 Crampagna - Tel : 05 61 05 37 41

Edito

Il n'y a rien d'intelligent à ne pas être heureux (Arnaud Desjardin)

Après les belles choses vues lors de notre Assemblée générale dans la Sarthe, l'année s'est terminée sur une série d'articles et de propos pas très agréables à l'encontre de Pro Silva.

Règlements de comptes d'un côté sur notre flanc écologique, défenses d'intérêts corporatistes de l'autre sur les aspects techniques et économiques, les attaques ont fusé.

Il n'est évidemment pas question de répondre dans cet édit, ni de donner trop d'importance à certains propos.

Je vais simplement revenir sur un point abordé dans un des articles, qui veut lier le déficit de notre balance commerciale « bois » à la baisse du nombre de plants forestiers plantés. Ce lien me semble un peu hasardeux, et il serait d'ailleurs intéressant – je lance un appel à nos lecteurs – d'avoir les deux courbes (nombre de plants plantés et déficit de notre balance commerciale « bois ») entre 1950 et 2009 par exemple.

Si j'osais prendre comme référence un pays comme la Slovénie – destination de notre congrès de Pro Silva Europe en 2009 – où les coupes rases sont interdites depuis 50 ans, où les forêts sont magnifiques tout en étant multifonctionnelles, où la récolte de bois est proportionnellement plus importante qu'en France, où le capital producteur à l'hectare est bien plus élevé que chez nous et les forestiers slovènes pensent pouvoir l'augmenter un peu malgré les problèmes de tempêtes qu'ils connaissent comme nous, où le loup, l'ours, le lynx, le cerf, le chevreuil, etc... cohabitent avec les forestiers, les agriculteurs et autres utilisateurs de ces espaces, où la gestion de la biodiversité au quotidien est prise en compte, et donc où le nombre de plants forestiers plantés annuellement est forcément très faible, je pourrais effectivement m'interroger sur le rapport entre les plantations et les richesses produites par la forêt.

Nous sommes tous à Pro Silva conscients que la forêt a servi les hommes depuis des millénaires tout en préservant la biodiversité indispensable à notre survie ; sachons conserver nos qualités d'observation et de réalisme, ce qui me permet, sans transition, de saluer le travail considérable fait par nos amis du Sud Ouest.

Nos amis du conseil d'administration se joignent à moi pour vous présenter tous nos vœux de bonheur, de santé et de réussite pour 2010.

Alain GIVORS

Président de Pro Silva France

--- Sommaire ---

- Compte-rendu de l'Assemblée Générale de Pro Silva France en Sarthe	Page 2
- Activité des groupes régionaux :	
- Groupe Sud-Ouest en Limousin	Page 3
- Groupe Franche-Comté en Haute-Saône	Page 5
- Groupe Sud-Ouest dans les Landes	Page 6
- Compte-rendu du congrès de Pro Silva Europe en Slovénie	Page 10
- Des intérêts sociaux d'une sylviculture continue	Page 11

Site internet : www.prosilva.fr

Agenda, photos, articles, ...



La marque de gestion forestière responsable



BV-COC-828992

PEFC 10-31-1245

PROMOTEUR LA GESTION DURABLE DE LA FORÊT

Assemblée Générale de Pro Silva France en Sarthe

12 et 13 septembre 2009

- - -

Procès Verbal de l'Assemblée Générale ordinaire de Pro Silva France :**1° - Approbation du compte-rendu de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008 à Oust en Ariège.**

Ce compte-rendu est approuvé à l'unanimité des voix moins une abstention.

2° - Rapport moral.

Le Président Alain Givors donne lecture du rapport moral d'activité de l'association depuis la dernière assemblée générale :

a - Réunions techniques des groupes régionaux.

En introduction je souhaite remercier tous les animateurs de groupes régionaux qui donnent leur temps pour organiser et animer ces réunions en plus de leur activité professionnelle.

- Méditerranée : réunion à Bras dans le Var, suite à un travail d'un groupe d'étudiants de 3ème année de la FIF-ENGREF, sur la multifonctionnalité des forêts méditerranéennes, et plus particulièrement la sylviculture du chêne pubescent, avec martelage sur une placette AFI qui va se prolonger par 1 ou 2 journées de formation au marquage. Je profite de l'occasion pour indiquer que la co-animation est assurée par Nicolas Luigi et Philippe Schellenberger.

- Rhône-Alpes : journée dans le Haut Beaujolais sur la sylviculture du douglas animée par Jean Loup Bugnot.

- Lorraine-Alsace : sortie animée par Marc-Etienne Wilhelm sur les premiers contreforts de La Forêt Noire en forêt communale, sur le thème des feuillus précieux dans des peuplements de hêtre et de chêne.

- Franche Comté - Bourgogne Est : en Haute Saône sur la sylviculture du chêne, en collaboration avec l'ONF, animée par Julien Tomasini.

- Normandie : en Seine maritime, animé par Michel de Vasselot.

- et enfin le groupe Sud Ouest très sollicité cette année, qui a organisé une réunion dans le Périgord au printemps sur le thème des feuillus animée par Gilles Tierle, et qui prépare une grande réunion dans les Landes ce 3 et 4 octobre sous la direction de Didier Muller et Jacques Hazera, à laquelle est annoncée une participation importante, suite au travail remarquable qui a été réalisé par nos amis, activement soutenus par le CA, réunion à laquelle je vais participer et qui me donnera l'occasion de me faire l'interprète de Roland Burrus et Roland Susse avec le CRPF afin d'avancer sur la mise en place de dispositif AFI dans cette région.

Ceci me permet sans transition de vous parler de la tempête « Klaüss ».

b - Tempête du 24 janvier 2009.

En effet la tempête « Klaüss », on devrait dire « Nicolas », a mis à mal une nouvelle fois, une partie importante de la forêt landaise. Depuis ce 24 janvier nous avons échangé de très nombreux messages avec Didier Muller et Jacques Hazera, accompagnés par l'ensemble du CA. Ils ne peuvent être présents à notre Assemblée Générale, Jacques Hazera met en route cette semaine l'exploitation de ses bois et Didier donne beaucoup de son temps, ce qui n'est pas sans conséquence sur son activité, Ils sont excusés bien évidemment sans problème, et je leur ai demandé de présenter succinctement la chronologie de ce qui a été fait, et je vous fais lecture de leur papier.

Je trouve remarquable le travail réalisé, dans un contexte difficile et ne manquerai pas de leur apporter notre soutien début octobre.

c - Relations avec partenaires.

IDF/CNPPF :

Avec Jacques Becquey, animateur du groupe IDF « traitement irrégulier », nous avons organisé une réunion sur le contenu des PSG dont les forêts sont gérées selon les principes de Pro Silva ; réunion à laquelle participaient, la CNIEFEB en la personne de Roland SUSSE, la coopération, les CRPF et des propriétaires forestiers. Un compte rendu doit paraître et sera diffusé par l'IDF au sein du groupe. Nous nous en ferons écho dans la Lettre de Pro Silva.

Toujours avec le groupe IDF « traitement irrégulier » nous participons à l'organisation de la prochaine réunion du groupe de travail qui aura lieu

en Languedoc Roussillon les 21 et 22 octobre, sur le thème des peuplements résineux du Sud du Massif Central.

Pro Silva et l'AFI ont été sollicités par Forêt Entreprise pour participer au prochain numéro qui traitera de l'aspect technique du traitement continu des forêts.

Participation de notre Vice-président Pascal YVON au groupe de travail RMT AFORCE.

Et enfin, il est envisagé un partenariat avec l'IDF dans le cadre des formations. La réflexion est en cours, le sujet a été abordé hier en CA, et devrait permettre une première collaboration en 2010.

FNE :

Nous avons été sollicités pour participer à une réflexion sur l'intégration d'un volet environnemental dans les documents de gestion ; FNE souhaite que soit prise en compte de manière formelle la gestion de la biodiversité au quotidien. Deux réunions ont eu lieu auxquelles ont participé Roland Susse au titre de la CNIEFEB, Marc Verdier et votre serviteur. Pas d'hostilité de notre part, sous réserve que le surcoût soit pris en charge et que cela se fasse sur la base du volontariat de la part du propriétaire et que soit mises en place des formations des gestionnaires qui sont les principaux acteurs dans la gestion au quotidien de cette biodiversité, et qui à Pro Silva fait partie de nos préoccupations.

Toujours avec FNE, Max Bruciamacchie a participé à un colloque organisé à Paris sur le thème des gros bois. Les actes du colloque et les présentations sont disponibles sur le site de FNE.

Notre très dévoué Président d'honneur Brice de Turckheim, a pu, à l'occasion d'un colloque et d'un groupe de travail à l'Académie d'Agriculture, faire passer nos dernières publications.

Des contacts avec le groupe de travail « forêts et filière bois » du Sénat sont noués par l'intermédiaire d'Evrard de Turckheim. Ils doivent se poursuivre cet automne.

d - Rapport de Monsieur Puech et discours du président Sarkozy.

Après une réaction épidermique au ton que certains ont trouvé un peu élevé, j'ai noté les contradictions du rapport, et émis des doutes sur les solutions apportées. Je me suis simplement associé aux réactions du Syndicat des Forestiers de France et de la CNIEFEB. A l'occasion de l'invitation à notre AG du député Jean-Pierre Nicolas, auteur d'un rapport d'information à l'Assemblée nationale, j'ai fait part d'un certain scepticisme à l'égard notamment de certaines propositions (raccourcissement des révolutions, production de qualité et stockage de carbone entre autre).

e - Site Internet.

Les visites de notre site sont en augmentation significative depuis un an. On essaie de le rendre dynamique par des mises en ligne régulières de publications, par exemple :

Position de Pro Silva sur la bonne gestion du carbone de J.P Schütz

Intérêts sociaux de la sylviculture continue de N. Luigi

Sylviculture d'arbre en contexte méditerranéen de N. Luigi

Expériences sylvicoles après les ouragans en Basse-Saxe de H.J. Otto qui est une reprise d'un article paru la RFF

Nous mettons à jour l'agenda des manifestations et notamment des réunions des groupes régionaux, et nous avons mené une réflexion au sein du CA sur une refonte du site avec création d'un espace de discussion.

f - Formations.

Les formations envisagées pour 2009 ont été un échec du fait semble-t-il d'une erreur de communication, réalisée en début d'année, alors que les budgets formation sont en partie bouclés au dernier semestre de l'année précédente.

3° - Rapport financier.

Les chiffres nous sont présentés par notre trésorier, Max Bruciamacchie. Les comptes de l'exercice sont à l'équilibre alors qu'un déficit était budgété.

Le budget de l'exercice prochain est encore prévu à l'équilibre mais sur des chiffres plus importants (20.000 € contre 17.000 €). Il y aura

notamment plus de dépenses de secrétariat et de transport pour mieux soutenir Alain Givros.

L'approbation des comptes et du projet de budget est voté à l'unanimité sans abstention.

4° - Cotisations.

Le bureau propose de maintenir les cotisations à 42 € comme depuis 3 ans. Cette proposition de cotisation est également approuvée à l'unanimité par l'assemblée générale. Il n'y a ni abstention, ni voix contre.

5° - Elections et réélections d'administrateurs.

Sont rééligibles les administrateurs suivants :

Roland Burrus, René Courraud, Eric Lacombe, Roland Susse, Marc Verdier et Marc-Etienne Wilhelm.

Nous sommes actuellement 21 administrateurs et Monsieur Burrus souhaite ne pas se représenter à son poste. Compte tenu de nos statuts qui nous permettent d'avoir 22 administrateurs, nous avons deux places disponibles.

Il y a deux candidats déclarés :

- Monsieur Hubert Guillaud, propriétaire forestier dans la Sarthe. Il a pris la présidence du groupe des fruitiers forestiers au sein de l'IDF à la suite de Monsieur Hubert Leclerc de Hautecloque et de Monsieur Raguin.

- Maître Bruno Chevreux, qui est Notaire à Paris et propriétaire forestier important en Pays de Loire.

Le renouvellement est mis aux voix en bloc et à main levée. Il ne rencontre aucune opposition ni abstention. L'ensemble des Administrateurs est donc renouvelé ou élu à l'unanimité.

6° - Forêts tests.

Nous avons 3 forêts test à la dernière Assemblée Générale. Deux nouvelles forêts ont été retenues depuis le printemps dernier, ce qui porte leur nombre actuel à 5. C'est encore beaucoup trop peu et il faut faire un effort en ce sens.

7° - Questions diverses.

a - Monsieur Gilles Benoit soulève en fin d'assemblée générale la question de la mévente des gros bois dans les résineux blancs. L'Assemblée Générale n'est malheureusement pas le lieu où une question de cette importance peut être réglée. Max Bruciamacchie rappelle les principales conclusions de l'étude Gros bois que Pro Silva a réalisée.

A qualité extérieure comparable (défauts), la qualité intrinsèque des gros bois est meilleure car les fibres qui composent le bois sont plus longues ce qui assure une résistance supérieure de 50 % environ sur des petits bois aboutés. Des industriels suisses ont adapté leur outil de transformation à ces gros bois alors qu'en France les gros bois sont souvent suspects de présenter des gros défauts.

b - La question de notre communication est également soulevée pour permettre d'augmenter notre nombre d'adhérents dont Marc-Etienne Wilhelm remarque qu'il est faible.

Il existe des crédits européens (FEDER et FEADER) portés par les régions, pour financer la communication sur le développement durable. Cependant, cela nécessite de savoir monter les dossiers et de pouvoir assurer un autofinancement, ce que nous ne savons pas bien faire.

Marc Verdier



Compte rendu de la tournée du groupe Sud-Ouest en Dordogne et Haute-Vienne

6 et 7 juin 2009

C'est dans le Parc Naturel Régional Périgord Limousin que Christian Grimault a organisé cette tournée régionale. Le thème choisi était la gestion des feuillus – et en particulier du châtaignier en son royaume – dans une région enchâssée entre les enrênements du Limousin et les pins de la façade atlantique.

Une vingtaine de participants se sont donc retrouvés à Sceau-Saint-Angel, dans le nord de la Dordogne.

Le samedi après-midi s'intéresse, en deux sites et trois stations, à la sylviculture à imaginer dans ce coin pour le châtaignier et le chêne pédonculé.

Première halte :

Il s'agit d'une petite parcelle de quelques hectares appartenant depuis peu à Christian. Celui-ci compte en faire une parcelle référence pour les conseils qu'il prodigue dans le cadre de sa profession.

Deux faciès sont visibles :

- une faible pente nord/nord-est, couverte d'un taillis de châtaignier (précédente récolte : 1993) de grande hauteur et un diamètre moyen de 12 cm mais touché à 20% environ des tiges vivantes par le chancre. L'objectif proposé est un balivage sélectif et sanitaire sur bois aoutés (actuellement 2200 brins vivants de diamètre > 6 cm par hectare), de façon à limiter la propagation du chancre, apporter de la lumière au sol et travailler au profit des brins désignés (40% selon le marquage effectué), même si l'âge l'optimal d'une première intervention est dépassée avec des houppiers assez étriqués.



Le débat porte sur l'économie du projet, avec des produits escomptés de faible valeur – mais une valorisation en « circuit court » pour les plus petits, aux fins de protection de berges. Le débusquage et le débardage soigneux sont prévus par traction animale selon des layons préétablis puisque la surface (et le volume !) ne justifie pas le déplacement d'un engin mécanique.

Par ailleurs, les plus anciens des participants craignent un effet « régularisation » et conseillent d'être plus exigeant dans les tiges à mettre en valeur et de travailler strictement à leur profit, avec un prélèvement volume probablement un peu inférieur mais réparti de manière moins homogène, susceptible de favoriser l'émergence de brins de franc-pied, dont quelques exemplaires sont déjà présents malgré l'ombre ambiante, ainsi que d'autres essences jusqu'alors exclues par le taillis en place.

Christian en tiendra compte et mettra en place deux modalités d'éclaircies :

- 1) Un prélèvement de 50 % (20% en sanitaire et 30% au profit des tiges désignées),
- 2) Un prélèvement de 40 % (20% en sanitaire et 20% au profit des tiges désignées).

Il observera les vigueurs, la régénération et également comment la rouler évolue.

- En bas de parcelle, un accru mélangé de chênes pédonculés et de feuillus divers (dont merisier) d'une douzaine d'années se substitue au châtaignier sur un sol plus lourd... attendre et voir, plutôt que planter ? Eliminer les dominants et co-dominants « sans avenir » (saules, trembles, châtaignier) ? Tout le monde s'accorde à éviter une intervention qui découvre le sol, aggrave son compactage, encore visible aux ornières datant de la coupe de 1993.

Le choix autoritaire des essences d'avenir fait controverse : il paraît trop tôt pour disqualifier des essences, certes peu « vendables », mais dont le rôle de structuration de cet accru est primordial : tamisage de la lumière, gainage des tiges plus nobles, en un mot, création d'une ambiance forestière. Il est donc recommandé, tout au plus, d'identifier les arbres d'élite à respecter et encourager et, dans la mesure du temps disponible, d'en sauvegarder la qualité potentielle en éliminant les brins frotteurs, telle ou telle branche disgracieuse, mais sans urgence. D'autant que la question du réchauffement climatique, prégnante sur la façade Ouest du Massif Central, laisse des interrogations sur l'avenir du chêne pédonculé... Encore un site référence à suivre !

Seconde halte :

Dans une chênaie périgourdine « mûre », forêt paysanne typique avec de grosses réserves surplombant une strate inférieure qui ressemble à un accru peu dense, le propriétaire s'interroge sur l'avenir des réserves, dont certaines dépérissent de manière inquiétante : dessèchement de rameaux, attaques de parasites divers (bupreste, bombyx disparate, hanneton, tordeuses). Sur un sol argilo-limoneux surmontant un substrat calcaire, un terrain quasiment plat, la fertilité de la station a permis l'apparition d'essences diverses dont l'alisier, le frêne et le charme, mais quel est leur avenir si d'aventure il faut faire tomber les gros houppiers et les mettre soudain au soleil ?



Ce peuplement, faiblement touché par la tempête de 1999, porte pourtant un volume de gros bois et de bois moyens suffisant pour pouvoir imaginer une récolte progressive des arbres dépérissants dans des conditions économiques satisfaisantes. Là encore, les conditions de débardage (y c. en traction animale) sont primordiales pour préserver le sous-étage et maintenir une ambiance forestière.

L'ouverture de cloisonnements de pénétration et de récolte semble un préalable des plus judicieux.

Après avoir parcouru, à proximité, un peuplement plus complet de chênes (mais lesquels ? pédonculé, rouvre, hybride...), moins touché par la tempête et plus harmonieux dans la répartition verticale des houppiers et la qualité des billes de pied, chacun convient de conseiller la prudence constructive au propriétaire : oui, il peut espérer quelques revenus sans raser la parcelle, oui, il pourra identifier et voir progresser des arbres fusées à partir des accrues du sous-étage- y compris en chêne pédonculé, Peut-être peut-il essayer l'introduction de chêne rouvre par semis en enrichissement, puisqu'il est réputé plus résistant à la sécheresse ! En tout cas, son bois peut rester durable, pour peu qu'il le suive au cours des ans, sans attendre quelque grosse perturbation pour y entrer.

Le dimanche est consacré, d'une part à la transformation des feuillus locaux, puis à l'examen « en passant » du sort d'une plantation de Douglas touchée en 1999 et livrée à elle-même.

La valorisation du bois de châtaignier, essence phare dans le PNR Périgord Limousin qui nous accueille, présente trois aspects :

- la tradition (mise en avant par le PNR) : maintien d'une transformation par fendage des petits brins de châtaignier (les gaulettes) pour un petit mobilier rustique, autour d'une poignée d'entreprises locales : les feuillardiers. La « consommation » annuelle de cette activité se limite à une quarantaine d'hectares de coupe rase de rejets d'une dizaine d'années... marginal pour la sylviculture locale mais gage d'un enracinement de la valorisation du bois des pays.

- le mobilier d'intérieur contemporain (meubles visibles dans les locaux du PNR) : il est porté par divers menuisiers et ébénistes, dont Vincent Dupont, de l'atelier du soleil qui relancent depuis 20 ans l'usage des bois d'œuvre de châtaignier ou d'autres feuillus locaux. Cet espace de créativité trouve toutefois ses limites dans la disponibilité de



bois de gros diamètre (plus de 40 cm) et de qualité ; la sylviculture (ou son absence) actuelle ne permet plus de trouver beaucoup de châtaigniers dépassant cette taille. Il y a peu, les grumettes de châtaignier partaient au Portugal pour 120 euros/m³ bord de route, ce qui ne pousse pas les propriétaires à « laisser grossir ». Corrélativement, le plot sec de gros diamètre, débité par les petits scieurs locaux, se négocie maintenant à 780 euros/m³... La rareté se paie !

Sur le plan technologique, toutefois, l'attention doit être portée sur la roulure, qui peut gâcher une production, si l'on malmène les arbres en leur imposant des à-coups de croissance du fait d'éclaircies trop brutales ou trop tardives. De l'eau à notre moulin, sans doute.

- l'usage innovant du châtaignier en intérieur et en extérieur : ce pari, porté par quelques artisans, dont Antoine Besse (AB Forêt), permet de tirer parti du châtaignier disponible sur le marché : pas forcément de gros diamètres, mais une qualité d'utilisation en extérieur (bois de classe 4 sans traitement) dans des conditions « éco-compatibles ». Un peu d'inventivité et de qualité de commercial et l'on se retrouve avec des bancs d'extérieurs « design », bruts ou en lamellé-collé associé au métal, des clôtures simples, des platelages et divers aménagements extérieurs, sans compter les planchers en queue de billard et la relance du parquet... Tous usages qui rendent visible l'usage noble de ce bois (voir les sites de CASTANEVIA, DESIGN A VIVRE, ABFORET) ; et ces produits locaux finissent par s'exporter... site CASTANEA !

C'est donc une note d'espoir pour les sylviculteurs de beaux bois, qui peuvent encore s'appuyer localement sur une petite quarantaine d'entreprises de récolte et transformation de cette ressource et sur une identité historique relayée par la politique du PNR... On a donc fêté ça devant un bon repas et le château de Jumilhac le Grand.

La conclusion de ces deux jours se fait dans une petite parcelle de Douglas Vert, plantée au début des années 70 sur un terrain plat au milieu de terres agricoles et touchée par la tempête de 99. Les propriétaires, trop âgés, n'ont rien fait : ni éclaircie avant 1999, ni récolte des bois chablis (on est pourtant au bord d'une route départementale !). C'est peut-être une chance car, de l'avis général, l'option qui aurait été conseillée à l'aube du troisième millénaire aurait été la coupe rase !



Et que voit-on dans cette « friche sylvicole » ?... Un couvert à peu près complet, avec une profusion de recrues apparus avec l'arrivée désordonnée de la lumière au sol : depuis un fourré de semis de Douglas non loin de la route (préexistant à la tempête ?) jusqu'au mélange intime entre quelques jeunes Douglas, divers feuillus, dont du chêne pédonculé et du châtaignier. Rien à dire, la Nature a bien fait les choses !...

Et si l'on devait intervenir aujourd'hui, dans un peuplement qui n'a rien coûté (ni rien rapporté !) au propriétaire depuis la plantation ?...

Cloisonner pour voir les individus à mettre en valeur (de pénétration et pas de récolte). Récupérer – si c'est encore possible – quelques grumes chablis, maintenues à l'ombre pendant 10 ans par le peuplement restant et les broussailles...sinon tant pis ! Compléter la récolte, pour avoir un ou des camions pleins, avec quelques résineux gros ou moyens qui en gênent de plus beaux...Mais qui le fera ?...Ni une « grosse cylindrée » du conseil forestier, ni un propriétaire peu intéressé...Encore une place à prendre !

Bon courage à Christian, aux participants et merci pour cette organisation irréprochable !

Gilles Tierle

Compte rendu de la tournée du groupe Franche-Comté Bourgogne-Est en Haute-Saône

19 juin 2009

Une trentaine de forestiers se sont réunis à Ailloncourt en Haute-Saône, dont une petite moitié d'adhérents de Pro Silva et une forte délégation de forestiers de l'Office National des Forêts.

La matinée est consacrée à la gestion du chêne en futaie irrégulière sur station hydromorphe. Nous sommes accueillis par Sylvain Barbason, agent ONF du triage de Quers, qui nous dirige en forêt communale d'Ailloncourt.

Présentation du contexte.

La forêt d'Ailloncourt s'étend sur 267 ha. Elle est située dans la région naturelle des vallées et plaines de Saône. Les conditions stationnelles y sont relativement homogènes, en contexte de plaine alluviale. Les stations rencontrées sont souvent humides et à tendance acide. Elles peuvent engendrer des problèmes de régénération liés à la molinie et au crin végétal. La zone de la Lanterne caractérisée par des peuplements d'aulnaie-frênaies est une zone Natura 2000.

L'aménagement de la forêt communale a été renouvelé en 2005. Une partie du massif a été aménagée en futaie irrégulière (155 ha). Un réseau de placettes permanentes a été installé pour diagnostiquer et suivre l'évolution des peuplements gérés en futaie irrégulière (141 placettes, soit un maillage de 1,1 placette/ha).

Marie-Claire Maréchal nous présente les principaux résultats. Le volume moyen est de 285 m³ aménagement par hectare pour 169 tiges/ha et 21 m²/ha, plus 3,8 m²/ha de taillis. Les gros bois représentent plus de 50% du matériel sur pied. 28% des individus sont de qualité B, 41% en C et 30% en D. Le nombre de petits semis (<50 cm) est de 3288/ha, de 58/ha pour ceux compris entre 0,5 et 1,5 m de haut et de 4/ha pour ceux compris entre 1,5 m de haut et 7,5 cm de diamètre.

Les peuplements constitués à base de chêne sessile et pédonculés sont régularisés dans les bois moyens et gros bois. Le principal souci des gestionnaires concerne le renouvellement de ces peuplements. Dans cet optique, l'aménagement préconise une décapitalisation progressive pour obtenir des niveaux de matériel sur pied compatibles avec un renouvellement continu de bois de qualité. La rotation des coupes est fixée à 10 ans.

Parcelle 33 (5,74ha).

Ce premier arrêt permet aux participants de visualiser un martelage et l'exploitation réalisée dans le cadre de l'aménagement en irrégulier. Des cloisonnements ont été marqués et ouverts pour faciliter l'exploitation. Ce premier martelage a consisté en une opération sanitaire et d'amélioration dans les réserves, conjointement à une éclaircie de taillis. La surface terrière est passée de 23 à 19 m²/ha.

Les discussions s'engagent sur le dosage dans les prélèvements et les difficultés d'obtenir une intensité d'éclaircie homogène dans une équipe de 5 marteaux pour qui ce genre de martelage est assez nouveau. S'il semble assez aisé de reconnaître un arbre de belle qualité, la difficulté réside dans le dosage de l'éclaircie à réaliser en sa faveur, notamment quand on travaille avec du chêne, et d'autant plus lorsque l'on se trouve face à un peuplement de chêne dont on veut diminuer le volume alors qu'il n'a pas été éclairci depuis longtemps. Les capacités de réaction des individus sont à bien juger, notamment en ce qui concerne leur houppier.

La gestion du taillis est également abordée, en soulignant qu'il est primordial de diminuer progressivement l'importance du sous-étage pour dégager les réserves tout en évitant qu'elles ne se salissent. L'éclaircie de taillis permet également d'entamer l'éclaircie diffuse nécessaire à la future régénération naturelle, même si les bonnes conditions lumineuses et de matériel sur pied ne peuvent être obtenues en un seul passage en coupe. Il est rappelé qu'au vu du capital sur pied de départ, plusieurs passages en éclaircie seront nécessaires pour atteindre une surface terrière et des conditions d'éclaircie compatibles avec l'obtention de semis de chêne.

Ne pas observer actuellement de régénération naturelle est logique. La priorité absolue doit être la gestion du capital producteur, en l'occurrence les chênes, qui sont pour certains de belle qualité. Le renouvellement s'amorcera progressivement au fur et à mesure des

passages en coupe et s'obtiendra sans trop de problème, au vu des capacités de régénération dans ces contextes stationnels (sauf situation locale de blocage due au crin végétal).

Parcelle 13 (7,01 ha).

Cette deuxième parcelle permet d'approfondir la question de la régénération de chêne en futaie irrégulière, thème très souvent source de questionnement pour les personnes désireuses de gérer cette essence en irrégulier mais n'ayant pas encore assez de recul et étant à la recherche de situation et surtout d'images convaincantes.

Le groupe s'arrête en bordure d'une trouée issue de l'enlèvement d'un très gros bois. La régénération naturelle en chêne est bien présente, celle du charme également. Les gestionnaires s'interrogent sur le type et la date d'intervention. Au vu de la présente situation, et contrairement à ce que l'on pourrait imaginer comme soins à la régénération, l'intervention la plus bénéfique pour les semis de chêne serait un passage en éclaircie dans le taillis pour augmenter la luminosité, et cela plutôt qu'une opération de dégagement dans ces petits semis. Le charme est certes présent, mais le chêne est bien implanté. Un dégagement des semis de chêne est plutôt à prévoir dans quelques années, lorsqu'ils auront environ 1 m de haut. La concurrence du charme s'exprime en général le plus à ce stade là (1 à 1,5 m de hauteur). Celle du hêtre ne semble pas être un problème ici.

Cet arrêt permet de souligner que les travaux de dégagement en futaie irrégulière sont réalisés plus de manière ponctuelle qu'en plein, et nécessitent souvent plus d'observation et de suivi que d'intervention proprement dite. Mais ici se pose le problème de la formation des ouvriers et de leur encadrement, ce qui n'est pas si évident au dire du personnel présent de l'ONF. Cependant, des travaux extensifs de ce type ont déjà été mis en place à l'ONF dans d'autres régions, dit les forestiers alsaciens de l'ONF présents, et cela semble bien fonctionner, cela nécessite seulement une autre organisation.

La question de la mécanisation des exploitations et de la course à l'augmentation de la taille et de la puissance des engins est également évoquée. Que ce soient les forestiers privés ou publics, tous les participants sont unanimes : les machines ne doivent pas dicter la conduite à mener mais à l'inverse le matériel forestier doit s'adapter aux besoins des peuplements et des gestionnaires.

L'après-midi est consacrée à la visite de la forêt privée du Vernois, sur la commune de Vouhenans (70). Alain Lesne, gestionnaire forestier à la Société Forestière de la Caisse des Dépôts et Consignations, nous accueille pour l'occasion. Les peuplements parcourus ont été retenus pour illustrer la gestion en futaie irrégulière et mélangée à base de chêne, frêne, érable sycomore, aulne... et bouleau. Cette tournée est l'occasion de retourner sur des parcelles visitées il y a près de 15 ans lors de d'une tournée Pro Silva d'octobre 1995 (cf. compte-rendu dans la Lettre de Pro Silva n°15 de Mars 1996).

La forêt du Vernois est une propriété de 74 ha appartenant à la Caisse des Dépôts et Consignations et gérée par la Société Forestière de la C.D.C. Elle est située dans la vallée de l'Ognon sur alluvions anciennes assez fertiles à texture argilo-limoneuse. Les peuplements feuillus sont issus d'anciens taillis sous futaie de chêne assez riches et très mélangés en essences (11 actuellement) dont l'érable sycomore, l'aulne, le frêne, le bouleau, le tilleul, le hêtre.

L'objectif poursuivi est de produire du bois d'œuvre de qualité quelle que soit l'essence, y compris grume de bouleau. La gestion menée est une sylviculture d'arbre et se base sur une approche pragmatique. Les rotations sont de 12 ans, avec une intervention dans le taillis à mi-période. Les martelages successifs ont permis de diminuer l'importance du taillis tout en enrichissant la futaie. Les trois inventaires de la parcelle visitée donnent sur 8,12 ha : 655 m³ en 1985, 809 m³ en 1995 et 1100 m³ en 2003. La production est de 4 m³/ha/an (bois d'œuvre).

Le résultat obtenu est une futaie claire et mélangée. Le groupe parcourt les peuplements et peut noter la dynamique des essences. Le niveau de capital sur pied n'est pas excessif et les arbres de qualité évoluent en quasi croissance libre. Cela permet également l'obtention d'une régénération naturelle, notamment à base d'érable sycomore. Des semis de chênes sont présents par endroits, parfois concurrencés.

Les principes de martelage sont évoqués. Encore une fois, quelle que soit l'essence, c'est la qualité qui est recherchée et favorisée. En ce qui concerne la commercialisation des bois, un lotissement par essence assure une meilleure valorisation des bois. Le chêne est vendu sur pied,

les feuillus précieux sont plutôt vendus bord de route. L'exploitation est facilitée par des cloisonnements, assez rapprochés.

Le groupe termine l'excursion au pied de deux gros chênes de plus de 1,5 m de diamètre situés en forêt communale voisine. La journée aura permis nous l'espérons de conforter les gestionnaires de l'ONF s'engageant dans une gestion en futaie irrégulière. En persévérant dans cette voie et en affinant leur technicité, leurs efforts ne seront pas vains. Nous ne voulons pas oublier de souligner la motivation de Sylvain Barbason de l'ONF, que l'on remercie pour son accueil. Ainsi qu'Alain Lesne, praticien d'expérience, convaincu depuis longue date que cette sylviculture est la seule à allier rentabilité et respect du milieu forestier.

Julien TOMASINI

Compte rendu de la tournée du groupe Sud-Ouest dans les Landes

3 et 4 octobre 2009

- - -

Samedi 3 octobre.

Accueil des participants, programme du week-end.

Pour débiter, Gilles Tierle, animateur du groupe Sud-Ouest de Pro Silva et pilier de la journée, salue les participants en se réjouissant de leur nombre (près de 80 personnes) et de la multiplicité de leurs profils (Administration forestière, propriétaires, gestionnaires, transformateurs, entrepreneurs de travaux forestiers, chercheurs, enseignants agricoles ou forestiers, experts, ébénistes, fustier, techniciens, conseillers, etc.). Chaque participant reçoit un dossier complet et un badge en pin maritime venu spécialement d'Ariège.

Jacques Hazera (propriétaire chez qui se déroule la visite) et Didier Müller (expert forestier et Vice-Président de Pro Silva) présentent ensuite le programme de la journée. Le matin sera divisé en deux temps : d'abord le cheminement sans commentaires sur un circuit matérialisé par des panneaux, et étayé par des fiches décrivant chacune des 11 stations à thème. L'idée de ce parcours non commenté est de susciter la curiosité des participants, et de leur permettre de se faire une première idée personnelle, sans influence, simplement d'après leurs propres observations. Ensuite, le cheminement sera opéré en sens inverse, avec un arrêt du groupe à chaque station, puis la présentation du cas et l'ouverture du débat.



Les échanges.

Jacques Hazera : questionné sur la dimension « idéale » d'un cloisonnement et d'une bande boisée au sein d'une régénération naturelle, il explique que le bon compromis serait pour lui un cloisonnement de 5 m* de large (pour permettre un travail facile des machines sans risques de blessures aux arbres) et des bandes boisées de 15 m* de large dans la mesure où, de part et d'autre de la bande, le bras de la machine peut ainsi accéder presque jusqu'au milieu de la bande boisée.

** Note du rapporteur : lors d'une consultation ultérieure à ce sujet, Jacques Hazera précisa que, avec le recul, il craint que cette combinaison (5-15 m) soit trop large. Il pense qu'une combinaison étroite (4-6 m) est sans doute le meilleur compromis, mais*

qu'il ne faut surtout pas descendre en dessous, et il prévoit pour sa part de tester des solutions intermédiaires (5-10 m, 5-12 m, et 6-14 m). Il est primordial en tous cas que la bande boisée soit large : 6 m minimum.

Jacques Hazera : questionné sur l'enlèvement des loups, il précise qu'il a réalisé cette opération lui-même ; en outre, il explique que le prix maximal de l'ouverture d'un cloisonnement est de 100 €/ha, dans les pires conditions, mais que dans des conditions normales, cette ouverture coûte en réalité beaucoup moins cher.

Jacques Hazera : questionné sur la sylviculture qu'il propose, il donne l'exemple d'une révolution de pins maritimes se terminant par une coupe finale à 65 ans avec reboisement par régénération naturelle provoquée 10 à 15 auparavant. De nombreuses variantes sont possibles, et chacun peut inventer son propre itinéraire.

Rémi Rodriguez : il soulève la difficulté induite par un semis naturel en termes de risque d'incendie.

Jacques Hazera : il lui explique qu'un bon cloisonnement permet une excellente pénétration en forêt. Il suffit qu'un engin puisse rentrer tous les 10 ou 20 mètres, et pas nécessairement dans chaque interligne.

Rémi Rodriguez : il explique que les pompiers sont amenés à intervenir directement au sein de la parcelle, à passer au travers des lignes et, de ce point de vue-là, la densité des semis dans la bande pourrait gêner...

Gregori Miaillet : il estime que la gestion des feux n'amène pas nécessairement à pénétrer à l'intérieur de la parcelle mais plutôt à se situer en périphérie au niveau des pistes avec un quadrillage bien conçu.

Rémi Rodriguez : il demande à Jacques Hazera comment il a appréhendé le coût de sa propre activité dans les chiffres présentés.

Jacques Hazera : pour la préparation de cette visite il n'a malheureusement pas eu le temps d'en rechercher de façon précise les coûts exacts*, mais il le regrette et reconnaît qu'il aurait été plus juste de le faire, au moins pour permettre une comparaison correcte.

Bruno Meilhan-Bordes : il confirme l'intérêt de faire figurer le temps passé et son impact économique.

** Note du rapporteur : ces chiffres ont été précisés pour la visite suivante, qui a eu lieu le 11 novembre. Ils ont été présentés comparativement sous l'angle d'une intervention extérieure (facturation par une entreprise), et sous l'angle de l'intervention interne (débours réel). Il convient de noter à ce sujet que, lorsque le propriétaire travaille lui-même sur sa forêt, l'économie qu'il fait doit être considérée comme une partie de sa rémunération alors que, dans le cas contraire, c'est un intervenant extérieur qu'il rémunère. C'est donc un point important qu'il faut interpréter dans ce sens-là.*

Jacques Hazera : interrogé sur le nombre de semenciers à garder par ha en vue de préparer la régénération naturelle, il avance le nombre de 100 pins/ha.

Bruno Meilhan-Bordes : il demande s'il y a une période propice pour réaliser la coupe d'ensemencement.

Jacques Hazera : cela dépend de la station, il réalise actuellement différents essais pour affiner ce point.

Jacques Hazera : interrogé sur les risques de dégâts sur les semis naturels au moment de la coupe finale des semenciers, il explique qu'il n'y a pas de problème majeur à ce niveau-là car la densité de la régénération est souvent très importante (de l'ordre de 20.000 à 200.000) alors que l'objectif n'est d'obtenir qu'un nombre restreint d'arbres adultes (entre 50 et 400).

Rémi Rodriguez : il s'interroge sur la privation du gain génétique en cas de régénération naturelle.

Jacques Hazera : pour lui, même si les pins issus de semis naturels ne portent pas l'étiquette « F2 », ils ont une rectitude et une branchaison d'excellente qualité du fait de la phase de compression initiale où ils se sélectionnent, qui les éduque, qui les force à « monter droit », et qui maintient leurs branches très fines.

Vincent Spagnolini : en tant qu'exploitant forestier, il confirme la meilleure qualité de la branchaison des semis naturels, bien plus fine que celle des reboisements artificiels, qu'ils aient été plantés ou semés.

Jacques Hazera : sur la question du dépressage au moment de la phase de compression, il estime que c'est une aberration (excepté l'enlèvement des loups) d'autant plus que, outre le bénéfice d'une bonne éducation, cette phase assure une parfaite résistance aux dégâts de gibier. Il rappelle qu'après la phase de compression, il ne faut ouvrir le peuplement que très progressivement afin d'aboutir, en période adulte, à une phase de croissance libre, et que c'est la meilleure méthode pour obtenir une production de bois sans nœuds.

Bruno Meilhan-Bordes : il pose la question de la vulnérabilité d'un semis naturel face aux tempêtes.

Jacques Hazera : il n'a pas remarqué de vulnérabilité accrue. Bien au contraire : beaucoup de grands pins âgés, issus de semis naturels, sont encore debout au milieu de jeunes peuplements artificiels dévastés !

Rémi Rodriguez : il pose la question de l'incidence de la phase de compression en termes de concurrence entre les tiges, du nécessaire espace entre les tiges pour l'accroissement en surface terrière, etc.. Le pin ne va-t-il pas prendre un retard irrémédiable ?

Jacques Hazera : il y a certes un retard en diamètre au départ mais il y a également moins de branches et la production qu'on perd pendant cette période, ce n'est que de la production de bois juvénile de faible intérêt. Avant de faire grossir les arbres, il faut les faire monter. De plus, on ne se préoccupe ici que des dominants qui, en tant que tels, ont un houppier dense et équilibré. On peut donc être optimiste, à la sortie de cette phase de compression, quant à la capacité de réaction de ces dominants, et les mettre peu à peu en croissance libre en vue d'une récolte à 60, 65 ans, voire même plus tard.

Rémi Rodriguez : il estime que tout cela n'a été que peu démontré à ce jour et qu'il convient donc de confronter la théorie à la réalité.

Jacques Hazera : il pense qu'il est préférable de produire des bois de qualité pour lesquels est ouverte toute une gamme de débouchés plutôt que, sur une révolution courte, du bois limité à la caisserie. L'équation est relativement simple : la production de qualité exige du temps et, pour conserver un faible prix de revient malgré l'allongement de la période de production, il est impératif que l'investissement initial soit minime, d'où la nécessité de donner la priorité à la régénération naturelle et de réduire les frais d'entretien.

Rémi Rodriguez : il rappelle que pour valoriser le bois de moindre qualité existe le procédé de l'aboutage qui permet aussi de faire de la construction en bois.

Jacques Hazera : il reconnaît l'intérêt de cette méthode mais tient à rappeler que la plus-value rémunère celui qui la fait : dans ce cas c'est l'industriel, et non pas le fournisseur de la matière première. Or, en tant que conseiller des propriétaires, et en tant que propriétaire lui-même, Jacques Hazera ne voit pas l'intérêt de solutions qui ne serviraient que les intérêts des industriels sans que les producteurs en profitent.

Philippe Barbedienne : il intervient pour rappeler que le bois a une meilleure qualité au sciage lorsqu'il a poussé lentement, ce qui confirme la nécessité de la phase de compression lors de la croissance initiale.

Vincent Spagnolini : rebondissant sur un avis mettant à égalité la résistance aux tempêtes des plantations et des semis naturels, il remarque que, même si c'est vraiment le cas – ce qui n'est pas démontré non plus ! – les semis naturels conservent quand même l'avantage du fait de leur coût minime d'installation.

Bruno Meilhan-Bordes : constatant qu'il n'y a selon lui que peu de dominants sur la parcelle de 17 ans non dépressée, il demande à Jacques Hazera ce qu'il compte faire comme gestion dans les années qui viennent.

Jacques Hazera : il estime au contraire que les dominants sont présents en nombre suffisant, et que la différenciation est en train de s'opérer progressivement, mais nettement. Il n'a pas encore fait de prévision pour éclaircir, mais envisage de le faire dans quelques années, faiblement, par le haut : sur des co-dominants de taille marchande. Il estime qu'une éclaircie est un investissement, et qu'il ne faut pas en attendre de véritable rémunération : c'est une opération qui façonne la qualité future, et non pas une récolte.

Stéphane Perrin : il exprime sa crainte sur la stabilité d'un semis naturel de 17 ans sans dépressage et sur le retard pris en diamètre.

Jacques Hazera : il insiste en expliquant qu'en termes de stabilité tempête il ne craint pas de problèmes dans la mesure où il n'intervient que sur les co-dominants, sans toucher aux « ficelles » qui n'ont pas de valeur marchande mais qui ont en revanche un rôle important pour le gainage et pour la stabilité.

Rémi Rodriguez : dans le cas étudié (parcelle de 17 ans non-dépressée) il pense que l'on passerait de fait de 4000 à 3500 tiges/ha.

Philippe Barbedienne : il est partisan d'éviter le dépressage, ce qui limite aussi le risque de fomes.

Bruno Meilhan-Bordes : il met en avant ce qu'il appelle un « problème social », estimant que la « sylviculture naturelle et continue » mettrait en difficulté les entreprises de la filière bois locale.

Jacques Hazera : il tient à rappeler que le pouvoir d'achat du pin maritime a été divisé par 16 entre 1970 et 2008 et qu'il n'est pas là pour défendre les intérêts des industriels mais bien ceux des propriétaires

forestiers. Il est favorable à une prospérité partagée par tous, mais incluant notamment les producteurs primaires.

Philippe Bray : il rajoute que selon lui le « risque social » n'a pas lieu d'être car la « sylviculture naturelle et continue » ne peut pas concerner tout le monde...

Jacques Hazera : il explique également qu'il ne s'agit pas du tout de supprimer le travail en forêt, bien au contraire, mais qu'il pourrait s'agir d'un travail différent. Il n'y aurait sans doute pas plus d'emplois mais des emplois différents, avec des besoins plus fins en connaissances sylvicoles et la nécessité d'une meilleure formation des intervenants en forêt : moins d'interventions mécanisées, mais davantage de besoins en techniciens... or une heure de tracteur coûte plus cher qu'une heure de technicien, et un simple diagnostic peut faire économiser des semaines de tracteur !



Rémi Rodriguez : il s'interroge sur l'incidence en termes de réserves en eau pour un peuplement forestier lorsque Jacques Hazera explique qu'il préconise des débroussailllements seulement une ligne sur quatre.

Jacques Hazera : il lui répond qu'il n'a pas en sa possession d'éléments chiffrés pour répondre précisément à cette question. En revanche, il trouve qu'on aborde trop souvent les choses sous l'angle des concurrences entre espèces et pas suffisamment sous l'angle des symbioses. Par ailleurs, il suffit de simples observations pour se rendre compte que les peuplements envahis de broussailles ne présentent pas plus de signes de stress hydrique que ceux où la concurrence herbacée est constamment détruite, bien au contraire.

Nathalie Yauschew-Raguènes : pour elle, il n'y a pas de contraintes liées au sous-bois sur la question de l'approvisionnement en eau, la proximité des nappes phréatiques expliquant ce fait.

Sébastien Barré : il lui semble que le débroussaillage entraîne une influence directe sur la croissance.

Marie Guillot : elle tient à attirer l'attention sur la nécessaire distinction entre les aspects hydriques et les aspects nutritionnels qui interviennent dans la croissance des arbres et qui répondent à des critères tout à fait différents sur le terrain.

Patrick Lespès : il lui semble que la question du sol est primordiale en termes d'approvisionnement en eau et de stabilité. Aussi, il estime qu'en sylviculture naturelle il est important de travailler le sol en profondeur.

Didier Müller : la Recherche travaille encore sur le sujet, notamment celui du comportement des racines, et on manque d'informations à ce jour. Il explique aussi que le système mis en place par l'Etat « marche sur la tête » avec d'importantes subventions en faveur de la ligniculture, alors qu'il conviendrait de mettre en place un véritable système d'assurance performant, et surtout de trouver des solutions techniques satisfaisantes en « résistance » (capacité des pins à faire face au vent du point de vue de l'enracinement : chablis, ou solidité du bois : volis), et en « résilience » (capacité du peuplement à se renouveler par lui-même après un sinistre, par exemple à partir de semis naturels en place avant la perturbation), et moins coûteuses pour l'Etat.

Bruno Meilhan-Bordes : les propriétaires qui ont déjà nettoyé leurs parcelles suite à la tempête de 2009 peuvent-ils « lancer » une régénération naturelle ? Comment ?

Jacques Hazera : oui il est possible de provoquer une régénération, mais cela dépend quand même de critères tels que le stock de graines dans le sol, ou l'âge des pins restants (sont-ils en âge de produire de la semence ?), ou la présence de moninie capable de gêner le

développement des semis naturels, voire même de bloquer leur levée si le lit de semences n'a pas été travaillé, par exemple au rouleau landais...

Patrick Lespès : il signale les pins taeda comme alternative du fait de leur système racinaire beaucoup plus développé que celui du pin maritime.

Nathalie Yauschew-Raguenees : elle demande si les feuillus peuvent gêner l'exploitation.

Jacques Hazera : dans le cadre de la « sylviculture naturelle et continue » qu'il propose, ils ne représentent aucune contrainte à condition d'établir un cloisonnement. Au contraire ils participent à la diversité du milieu et offrent même une quantité d'avantages en termes de santé, de résistance, de fertilité...

Gregori Miaillet : il demande si la « sylviculture naturelle et continue », du fait de sa structure complexe, n'entraîne pas de difficultés de gestion.

Jacques Hazera : il lui répond qu'il n'est nullement question d'une structure irrégulière, et que c'est au contraire une conduite très simple, facile à mettre en œuvre. Pour résumer il y a juste un étage dominant avec une régénération naturelle en sous-étage. Au bout de 15 ans, on procède à la coupe finale des pins mûrs, ce qui permet alors à la régénération naturelle de prendre le relais de la production.

Didier Müller : il tient à rappeler que rien dans la sylviculture présentée ici ne vient d'être inventé : ce sont des techniques mentionnées dans tous les livres de sylviculture et qui sont pratiquées partout en France. Il s'agit simplement de la « futaie régulière avec groupe de régénération élargi ».

Max Bruciacmacchie : il recentre le sujet sur le revenu net du propriétaire qui doit être le critère principal. Il rappelle que ce qui compte, c'est le bilan entre les recettes et les dépenses. Dans ce sens, la « sylviculture naturelle et continue » induit des dépenses bien moindres, mais aussi une valeur ajoutée plus importante grâce à la production de bois de qualité.

Alain Givors : il explique qu'il pratique une sylviculture comparable sur du pin maritime en Ardèche avec des coupes d'amélioration et qu'il n'a pas vendu une tonne de trituration depuis bien longtemps, que le bas de gamme est la palette (30% du volume) et que la majorité est composée de sciage et de menuiserie. Il vend le pin maritime au prix de 100 euros/m³ et la demande est telle qu'il a du mal à approvisionner ses clients.

Rémi Rodriguez : sur quelle surface et pour quels volumes ?

Alain Givors : c'est marginal avec environ 2000 m³ dans son cas, mais les besoins réels sont importants.

Rémi Rodriguez : il déplore la disparition progressive des scieries en Aquitaine, ce qui pose des problèmes sérieux au niveau de la valorisation des bois de qualité.

Philippe Barbedienne : il explique que, outre la production ligneuse, il est possible d'imaginer aussi des revenus annexes en forêt...

Jacques Hazera : il a mis en place depuis 1998 un « permis de cueillette » de champignons qui représente à son avis la solution idéale pour lutter contre la surfréquentation et pour rémunérer un peu le propriétaire.

Jacques Hazera : il déplore, dans le marché actuel, la dévalorisation commerciale du bois bleu alors que sa qualité technologique est intacte. Il rêve qu'un jour des designers célèbres, des architectes connus, ou d'autres créateurs de renom se penchent sur la promotion d'objets réalisés spécialement en bois bleu...

Jacques Hazera : il envisage de remettre en chantier la production de résine avec deux objectifs : d'une part la commercialisation de cette résine, mais surtout l'amélioration de la qualité du bois.

Gilles Tierle : il explique que cette pratique existe en Autriche sur des mélèzes : les arbres sont gemmés, avec une récolte tous les 8 à 10 ans, dans le but principal d'améliorer le bois.

Claude Courau : il relate son expérience en tant qu'ancien gemmeur, puis son invention d'un nouveau procédé de gemmage, ses contacts actuels avec des laboratoires visant à utiliser de la résine de grande qualité, la création d'un groupement pour relancer le gemmage en forêt de Gascogne, etc.

Emmanuel de Montbron : il craint des difficultés d'exploitation engendrées par la « sylviculture naturelle et continue » du fait notamment de la présence de la régénération. Il pense qu'il y a un manque de savoir-faire et une nécessaire formation préalable des bûcherons pour pouvoir s'adapter à ce type de chantier.

Bernard Thimonier : il n'est pas inquiet sur la capacité à exploiter dans une configuration de « sylviculture naturelle et continue ». Il pense même que c'est mécanisable avec des machines d'abattage pour peu que les chauffeurs soient compétents et que leur formation soit adaptée.

Alain Givors : il confirme la possibilité de travailler avec des machines d'abattage, des skidders en forêt, dès lors que les cloisonnements sont suffisamment larges et les entrepreneurs soigneux et bien formés.



Les ateliers de l'après-midi.

Avant de reprendre les discussions l'après-midi sous forme d'ateliers, Philippe Bray (artisan fustier) a tenu à prendre la parole.

Philippe Bray : il interpelle les personnes présentes sur quelques réflexions personnelles, et notamment l'intérêt évident à faire pousser les pins moins vite pour pouvoir les vendre plus cher expliquant que, en tant qu'artisan fustier, il doit impérativement acheter du bois de haute qualité et qu'il n'est pas limité par le prix. Il termine en nous invitant, dans nos comportements individuels, à favoriser le pin maritime, et nos autres bois locaux, si l'on souhaite in fine qu'ils aient véritablement plus de valeur à l'avenir.

Didier Müller : il remercie Philippe Bray de son intervention et explique que l'après-midi sera consacré à des échanges plus approfondis sur les aspects abordés le matin, avec la composition de 4 ateliers différents, selon un thème propre à chaque atelier.

Voici les principaux éléments qui ressortent des différents ateliers.

Atelier 1 (animé par Gilles Tierle).

Gilles Tierle : il reproche à la sylviculture classique du pin maritime dans les Landes de Gascogne des interventions trop brutales, lors de la coupe rase et lors des éclaircies, d'autant plus que, selon lui, « il faut prendre le temps de choisir les tiges d'élite car c'est dans les dernières années qu'on fait le beurre »...

Gilles Tierle : il convient d'intervenir en détournement autour des arbres-objectifs en enlevant une ou deux tiges qui gênent, pas plus.

Marie Guillot : elle se pose la question de l'incidence sanitaire de l'intervention...

Gilles Tierle : il n'y a pas de soucis à craindre dans la mesure où c'est une intervention douce.

Gilles Tierle : interrogé sur l'impact que pourrait occasionner le développement de la « sylviculture naturelle et continue » sur la ressource de la filière bois actuelle, il explique que le fait de se concentrer sur un petit nombre de gros arbres d'élite n'empêche pas de tirer également profit des petits bois.

François-Xavier Bodin : n'y a-t-il pas de contraintes techniques liées à l'abattage des arbres dits d'élite ?

Gilles Tierle : il lui répond que cela ne représente pas de contraintes particulières pour des bûcherons professionnels et qu'il a même connaissance d'exemples (Slovénie) où c'est réalisé par des abatteuses.

Philippe Barbedienne : il se plaint de la baisse de production du bois de qualité depuis l'arrêt du gemmage, et de la coupe en mauvaise saison. Il déplore que le pin maritime ne représente plus maintenant qu'un piètre intérêt pour les entrepreneurs du bâtiment, malgré son excellent potentiel.

Didier Canteloup : il pose la question du bilan économique de la « sylviculture naturelle et continue ».

Gilles Tierle : il y a encore quelques incertitudes en la matière. C'est Jacques Hazera le cobaye !

Gilles Tierle : il tient à souligner le biais engendré par le système des aides qui tend à privilégier certains itinéraires, telle que la plantation du point de vue du revenu pour le propriétaire, et qui annihile parfois tout esprit critique et toutes réflexions sylvicoles.

Atelier 2 : Bernard Thimonier et Jacques Hazera

Trois sujets principaux ont été successivement abordés, à partir d'exemples pris sur les stations 8, 9, et 5 : l'amélioration génétique, la préservation des semis lors de l'exploitation des pins adultes (illustration sur le cas des chablis), et la technique de martelage d'amélioration (autre clé de la qualité).

Atelier 3 : Max Bruciamacchie

Aspects économiques de la sylviculture d'arbres et bois de qualité.

Atelier 4 : Alain Givors

Alain Givors : en guise d'introduction aux débats, il rappelle que le principal avantage de cette sylviculture est économique. Cette sylviculture qui est préconisée, c'est avant tout de l'observation. C'est agir au bon endroit et au bon moment. Les produits qui seront issus de cette attente ne peuvent être que meilleurs. Il ajoute que, en sylviculture, le premier euro de gagné, c'est celui qui n'est pas dépensé.

Catherine Pierson : le pin maritime est-il adapté à une telle sylviculture ? Comment s'assurer qu'une bonne régénération est possible ?

Alain Givors : il répond que la capacité de régénération du pin maritime est très satisfaisante quand le terrain est bien préparé. C'est un pionnier, un colonisateur de places vides. Concernant l'amélioration génétique, c'est l'explosivité de cette régénération qui la fait, à condition d'éviter le dépressage.

Alain Givors : l'accroissement courant est de 7 à 8 m³/ha/an. La rotation des éclaircies ne pas dépasser 5 à 6 ans. Lors de cette éclaircie, seuls 40 à 50 m³/ha seront sortis soit un taux de prélèvement de l'ordre de 15 à 20 % du volume total. Cela correspond seulement aux arbres qui gênent et empêchent la croissance des arbres désignés. Il faut être très prudent lors de cette désignation car le statut social des arbres évolue avec l'âge. Un arbre peut ne pas réagir comme souhaité, ce qui obligera à adapter le marteau. Pour faire cette désignation d'arbres d'avenir, qui doit intervenir sur des arbres d'une hauteur moyenne de 18 m, il faut toujours observer les critères de qualité tels que :

la rectitude (absence de courbure basale) ; la branchaison ; un houppier dense et bien vert.

Alain Givors : il fait remarquer que le plus gros n'est souvent pas le plus beau. Lors de la sélection, il faut tenir compte de tous les critères cités plus haut, mais aussi d'un certain espacement entre ces arbres d'élite. Il préconise de ne pas se préoccuper des petits arbres : s'ils ne gênent pas, ils offrent un gainage aux arbres sélectionnés. Ainsi, ils seront récoltés lors d'une prochaine éclaircie et pourront être valorisés non plus en papeterie mais en qualité caissage ou palettes, ce qui est bien plus rémunérateur. L'éclaircie doit être faite « par le haut » et mûrement raisonnée, ce qui permet de n'enlever que des arbres relativement gros. Cela conduit donc à un meilleur rendement, et donc à une meilleure rémunération pour chacun : bûcheron, débardeur, propriétaire, et acheteur.

Catherine Pierson : comment faire pour trouver un débouché pour seulement 50 m³ ? Y a-t-il un seuil minimal de superficie pour permettre ce type de sylviculture ?

Alain Givors : dans le cas de faibles volumes, il est encore plus important que le volume unitaire soit fort, et que la qualité soit élevée. C'est le seul moyen d'attirer les acheteurs avec un volume faible. Il est évident qu'une surface importante permet plus de souplesse dans la sylviculture et dans la valorisation des éclaircies.

Catherine Pierson : que faire des feuillus qui occupent la parcelle et donc diminuent la place et la nourriture pour les pins ?

Alain Givors : il soutient la préservation des feuillus car ils permettent une production en bois de chauffage non-négligeable. Ces feuillus ont plusieurs intérêts, dont le gainage des pins et l'amélioration de l'humus (et donc l'amélioration de la fertilité). De plus, ils enrichissent le milieu,



participent à la biodiversité et permettent une meilleure protection contre les attaques phytosanitaires.

Dimanche 4 octobre

Cette matinée complémentaire du dimanche a permis d'aller plus loin dans la perception de ce que peut être la « sylviculture naturelle et continue » dans le massif des Landes de Gascogne avec quelques autres cas concrets d'application.

Station 1.

Coupe rase de pins de 1985 qui s'est regarnie spontanément et a été laissée en réserve jusqu'en 2008.

Après une restructuration foncière nécessaire du fait du morcellement (échanges), et à partir de 2007 : désignation, martelage, ouverture du cloisonnement, coupe de chauffage, etc..

Didier Müller souligne la bonne résilience des feuillus dans le massif des Landes de Gascogne (à ce titre un rapprochement avec la carte de Cassini (sur <http://www.geoportail.fr/>) permet d'expliquer dans certains cas la vigueur de quelques zones feuillues.

En ce qui concerne le robinier présent sur la parcelle, Jacques Hazera prévoit de développer son potentiel et de le mener jusqu'au bois d'œuvre dans toute la mesure du possible.

Beaucoup de chablis à déplorer, mais seulement des pins (tombés sur les feuillus).

Alain Givors estime que cette station est une bonne illustration de la sylviculture d'arbre que l'on peut tout de même pratiquer suite à un impact de tempête avec de beaux sujets de châtaigniers, de pins, de chênes, de cormiers qu'il convient de valoriser.

Les objectifs sur cette parcelle sont de mettre en valeur l'existant, de produire des grumes de qualité d'essences diverses, de favoriser la régénération naturelle, et d'enrichir le cas échéant en feuillus divers (fruitiers notamment).

Station 2.

Cette parcelle a fait l'objet d'un inventaire en plein, avec numérotation de chaque arbre par la pose de plaquettes (mesures prises : circonférence au centimètre près, analyse visuelle des diverses qualités de la grume, vigueur du houppier, état sanitaire...).

Alain Givors n'est pas inquiet sur la réussite de la régénération naturelle sur cette lande à molinie, et invite à revenir voir dans 3 à 4 ans.

Jacques Hazera ajoute que, en cas de régénération déficiente, il lui restera toujours la solution de la provoquer au rouleau landais, ou par brûlage dirigé.

Alain Givors estime qu'il y a un marché pour ce type de gros bois.

Station 3.

Il y a 161 m³/ha de « Pins Extras », plus 296 m³/ha de bois sain, plus 142 m³/ha de bois échauffé, plus 100 m³/ha de morts-bois, plus des chênes, et une régénération bien diversifiée présente à peu près partout.

Il y a plusieurs sujets remarquables d'environ 7 m³ dont le « Pin-Président ». La hauteur de découpe se situe entre 27 et 31 m avec des fûts propres sur 8 à 12 m en moyenne.

Conclusion

Les quelques enseignements que l'on peut retenir du week-end :

Pour ceux qui étaient déjà intéressés par la sylviculture que propose Pro Silva ici dans le massif des Landes de Gascogne, ce week-end n'a fait que confirmer et accentuer les avis tant au niveau de la manière de créer un peuplement forestier, de le suivre dans le temps, et d'en valoriser ainsi au mieux les produits.

Parmi les nombreuses questions que certains forestiers se posent après le choc de l'ouragan Klaus, quelques embryons de réponses ont reçu une superbe illustration concrète sur le terrain.

Les propriétaires découragés par l'activité sylvicole intensive ont eu l'occasion d'entrevoir, grâce à cette visite, des perspectives nouvelles et encourageantes pour revenir vers la forêt avec confiance.

On peut regretter l'absence des deux principales institutions de la filière forestière privée : le C.R.P.F. d'Aquitaine et le Syndicat des Sylviculteurs du Sud-Ouest !...

En ce qui concerne les gens réservés sur ce type de sylviculture, leurs échanges et leurs questions ont permis d'alimenter un débat intéressant, constructif, et qui servira à affiner certains points.

Un reportage télévisé, notamment sur la première journée, sera diffusé en début d'année 2010 dans l'émission « Des racines et des ailes ».

Une autre visite a eu lieu le 11 novembre avec un groupe de 34 personnes qui n'avaient pas pu être présentes le week-end des 3 et 4 octobre. Cette « visite de rattrapage » s'est déroulée sous la conduite, tout aussi passionnante, d'autres intervenants.

Jaques Hazera, Gabriel Merlaut

Congrès de Pro Silva Europe en Slovénie : Anniversaire des 20 ans de la création de Pro Silva

24 au 27 septembre 2009

A l'occasion du 20^{ème} anniversaire de Pro Silva, créée en septembre 1989 à Robanov Kot dans les Alpes saviniennes (Nord de la Slovénie), le Président Schütz et nos amis slovènes ont organisé une réunion, à laquelle participaient environ 140 délégués de Pro Silva venant de 20 pays européens, ainsi que deux américains et un japonais.

Le thème du Congrès était d'améliorer les liaisons entre la pratique, la science et l'éducation pour faire avancer la sylviculture continue et proche de la nature.

Ce Congrès s'est étendu sur trois journées, l'une de conférences et d'échanges en salle, et deux de tournées en forêt.



Vallée de Logarska Dolina

Les conférences en salle ont abordé les thèmes suivants : Sylviculture proche de la nature et enseignement/ recherche, la pratique et la rentabilité, la communication, et le rayonnement politique.

Au préalable, la question était posée dans la préface au Congrès, présentée par le bureau de Pro Silva :

Comment se fait-il que les conceptions sylvicoles de Pro Silva ne se développent pas plus en Europe ? Les résultats, sur le terrain, sont pourtant indiscutables, autant sur le plan de l'efficacité économique que sur ceux des services non marchands rendus par la forêt à la Société. Et le public, tout comme les organismes non gouvernementaux en reconnaissent le bien fondé.

Mais trop souvent, les gouvernements, les administrations et les législations ne reconnaissent pas les avantages de ce mode de traitement, et les liaisons entre la sylviculture proche de la nature, la recherche et l'enseignement ne sont pas efficaces.

Renforcer les liens entre les scientifiques, les enseignants et les praticiens : voici l'objectif de ce colloque.

Dans son exposé inaugural, le Professeur Schütz, Président de Pro Silva-Europe, a repris ces thèmes, en rappelant les défis lancés à la forêt par la Société : impératifs de protection de la nature et de la biodiversité, la protection des ressources en eau et en énergie, les questionnements sur les changements climatiques, le stockage du carbone, et tout cela en pleine harmonie avec des conditions économiques également changeantes, notamment l'évolution des technologies de transformation et d'utilisation du bois.

Schütz rappela aussi que les stratégies de Pro Silva, très éloignées de rêveries idéologiques, sont basées sur des expériences souvent très anciennes et sur de solides connaissances scientifiques sur le

fonctionnement des écosystèmes naturels. Il ne s'agit pas de les copier, mais elles doivent inspirer des mesures sylvicoles concrètes.

Pour le Professeur Bauhus, Directeur de l'Institut de Sylviculture de l'Université de Fribourg (Allemagne), les changements dans les Sociétés et les climats, le long terme des processus forestiers et leur complexité ne facilitent pas la compréhension, par la recherche, de la sylviculture ni la prévision des résultats. En Scandinavie et en Amérique le management des écosystèmes est plus avancé que chez nous. Il est important, pour intégrer de nouvelles connaissances dans la gestion sur le terrain, de promouvoir les échanges entre les praticiens et les chercheurs, et de mettre au point des protocoles communs de recherche. Les réseaux de mesures des adhérents de Pro Silva sont une opportunité unique pour faire avancer la recherche.

Monsieur Franz Sales Froehlich est le gérant de forêts situées dans le Duché de Lauenbourg, dans les plaines d'Allemagne du Nord. Il s'agit essentiellement de hêtraies avec quelques chênes et érables. Grâce aux économies de frais apportées par la régénération naturelle et par les forces de régulation naturelle des écosystèmes (l'automatisme biologique) et de la maturation des arbres de haute valeur, les avantages économiques de la gestion proche de la nature sont évidents. Le "cash flow" des forêts continues avec des récoltes progressives mais retardées est nettement plus élevé que celui des futaies régulières traditionnelles par classes d'âge. En reportant les dernières récoltes de 20 ans par rapport aux révolutions traditionnelles de 120 ans, le volume total produit est plus élevé, ainsi que la valeur du m³, et les frais de régénération sont diminués.

Le Professeur Bo Larsen, de l'Université de Copenhague (DK) a fait part de ses travaux pour trouver de nouvelles voies de description des peuplements forestiers en vue d'une meilleure communication des forestiers entre eux comme avec les autres partenaires : propriétaires, travailleurs forestiers, gestionnaires, et avec le public.

Il a distingué 19 types de forêts, selon les essences forestières dominantes. Il a présenté ensuite des propositions de développement et de gestion à l'exemple d'un domaine comportant une grande diversité des peuplements, allant de la chênaie à charme à la forêt pâturée, en passant par les hêtraies avec plus ou moins de sapin.

Tout en saluant très sincèrement ces efforts de caractérisation et de classification des peuplements et des stratégies à leur appliquer, le rédacteur de ce compte-rendu ne peut pas s'empêcher de ressentir une légère mais certaine gêne par rapport à l'application pratique : lorsque le marteleur se trouve devant un arbre qui sort quelque peu des schémas établis, comment ces derniers peuvent-ils l'aider dans son choix ? Nos marteleurs doivent apprendre à observer et à raisonner par eux-même, plus que de se référer à des « pense bête ». N'oublions jamais que nous traitons des individus, beaucoup plus que des peuplements, et que, comme le répétait souvent Leibundgut, « chaque situation est unique, et mérite un traitement unique ».

Enfin Tamas Marghescu, ancien Directeur Régional pour l'Europe de l'IUCN (Union Internationale pour la conservation de la Nature) a insisté sur le message prophétique et universel de Pro Silva, en vue d'une gestion durable des ressources de la planète, bien au delà de celle des seules forêts.

Marghescu a voulu nous secouer, pour que nous fassions sortir nos justes conceptions du cercle plus ou moins fermé des forestiers traditionnels. Il souhaite que nous prenions plus part aux grandes discussions et conférences internationales sur le devenir de la Terre. Il insiste sur notre responsabilité vis à vis des générations actuelles et futures : nous devons proclamer ce que nous savons, souvent par dessus la tête de responsables forestiers, en en appelant à la Société tout entière.

Plusieurs excursions ont été organisées au cours des deux journées suivantes.

Il est possible de regrouper ainsi les principaux thèmes abordés :

- Conversion de futaies équiennes - principalement d'épicéa, mais aussi avec hêtre et sapin - en futaies proches de la nature et continues ;
- Forêts jardinées appartenant à de petits propriétaires paysans ; (avec de 400 à 600 m³/ha !) ;
- Forêts périurbaines, à fonctions sociales prédominantes ;

- Sapinières dinariques, proches de la Mer Adriatique. Méthode du Contrôle depuis 1890. Inconvénients de l'évolution de forêts mélangées vers des sapinières presque pures, et retour à des structures plus proches de la nature ;

- Forêt vierge près de Kocevje, et arbres champions ;

- Le Karst. Reboisements de pin noir de la fin du 19ème siècle sur déserts de cailloux, et retour vers la futaie feuillus originelle. Hydrographie remarquable : le Lac périodique de Cernika.

- Aperçu rapide sur la gestion communautaire de petites forêts privées très morcelées.



Ces visites, mais aussi les paysages aperçus lors des déplacements en car, ont permis de comprendre et surtout d'admirer la qualité de la gestion forestière slovène et les très excellents résultats obtenus.

La Slovénie, dont le taux de boisement atteint 57%, où la proportion de forêts privées, majoritairement très morcelées, atteint 80% de la surface forestière, s'est dotée d'une politique forestière particulièrement volontaire et efficace dès la fin de la décennie 1940.

Les principales mesures adoptées à l'époque ont été les suivantes :

1° -- Interdiction définitive de la coupe rase ;

2° -- Elimination et interdiction de l'élevage de chèvres ;

3° -- Organisation de la forêt privée - hors grandes propriétés nationalisées entre les deux guerres mondiales et un peu après 1945 - en vue d'une gestion à la fois communautaire et respectueuse des droits des propriétaires individuels ; les martelages des coupes sont réalisés par l'administration, comme en Suisse.

4° -- Institution d'un « fonds d'amortissement biologique », alimenté par un prélèvement de 30% environ du produit des coupes, et finançant l'amélioration de la forêt, notamment les soins culturaux et la création de desserte. Chaque propriétaire est entièrement rémunéré par ce fond pour les investissements qu'il réalise, qu'il exécute les travaux par lui-même ou par l'intermédiaire de sous traitants ;

5° -- Forte influence de l'enseignement forestier de l'Université de Ljubljana dans le sens de la sylviculture continue et proche de la nature, le " libre style" de la sylviculture, et grâce à la forte personnalité du professeur Dusan Mlinsek. Les forestiers de l'Administration, restant longtemps en poste, sont très respectueux de chaque propriétaire, et sont à l'écoute de ses problèmes et de ses souhaits.



Forêt vierge de Rajhenavski Rog

Le résultat de ces efforts est un manteau forestier continu sans aucune surface dénudée, d'essences mélangées, comportant une forte proportion d'arbres de qualité et de grandes dimensions. Même dans les massifs privés très morcelés, aucune trace de limite n'est visible ! La sylviculture proche de la nature le permet, puisque la régénération est lente, continue, et à l'abri des grands arbres.

Le volume de bois sur pied, qui était en 1947 de l'ordre de 130 m³/ha – inférieur à celui de la France- s'est élevé en moins de 50 ans à près de 250 m³/ha. L'accroissement a grimpé, durant la même période, de 3 à plus de 6 m³/ha/an. Les Slovènes estiment que ce volume est encore inférieur à celui qui serait optimal pour bien utiliser les capacités de production des stations, et ils continuent à capitaliser encore une partie de la production.

La densité de routes forestières a décuplé depuis 50 ans, pour atteindre la densité moyenne de 2 km/100 ha.

Si l'on voulait chercher un modèle de bon développement forestier d'un pays tout entier, ce serait certainement en Slovénie qu'on le trouverait.

Brice de Turckheim

Des intérêts sociaux d'une sylviculture continue, en particulier pour les « petites » et « moyennes » propriétés.

Freins « sociaux » et paramètres qualitatifs : les oubliés du développement forestier ?

Nombre d'articles et de références existent et sont régulièrement publiés dans les revues spécialisées, au sujet des modalités techniques de gestion forestière, des « régimes » et « traitements » sylvicoles et autres données dendrométriques. Idem pour les données économiques, liées à la filière, à l'exploitation ou encore au transport des bois.

Il est vrai que la gestion durable des forêts françaises s'est principalement améliorée à l'aune de la progression des connaissances en matière techniques et économiques.

Pourtant, un aspect primordial de la gestion durable des forêts privées est assez peu étudié : il s'agit des paramètres psychologiques, patrimoniaux, qualitatifs et souvent subjectifs liant les propriétaires forestiers et leurs bois. Sans être exhaustif, on peut citer par exemple :

- la manière dont est perçue la gestion forestière (parfois limitée à la notion d'entretien), en lien avec les connaissances du propriétaire,

- le rapport du propriétaire à son patrimoine boisé, en lien avec ses usages habituels,

- l'historique individuel du propriétaire, l'historique familial et l'intérêt marqué, ou non, par les successeurs annoncés pour la mise en valeur du patrimoine boisé,

- la sensibilité du propriétaire aux thématiques environnementales et aux aspects paysagers, récréatifs ou vis-à-vis d'autres productions que le bois (chasse...)

Tous ces paramètres, qui tiennent de la « sociologie » plus que de la technique forestière ou de l'économie de filières, peuvent constituer des freins puissants à la mise en oeuvre d'une gestion forestière de qualité et durable.

Surtout si on considère, à juste titre la plupart du temps, que plusieurs générations de propriétaires vont se succéder à l'échelle d'un cycle de production forestière.

De ce fait, les freins « sociaux » indiqués ci-avant vont se rencontrer de manière régulière mais différenciée suivant la personnalité des propriétaires qui vont se succéder. D'où l'importance de bien appréhender ces freins « sociaux » et de savoir les gérer au mieux.

Notamment dans les phases de transmission générationnelle qui sont des périodes-clef pour la gestion durable et cohérente des forêts privées (rappelons que 200 000 hectares de forêts privées changent de main chaque année, dont 100 000 hectares lors d'une donation ou d'une succession – sources : chiffres-clefs de la forêt privée, édition 2005).

Une problématique pluri-générationnelle

En France, la grande majorité des propriétaires privés sont des retraités (57 % d'après les chiffres-clefs de la forêt privée, édition 2005). Mais même les propriétaires ayant une activité professionnelle (exception faite des agriculteurs) ne s'intéressent « activement » à la gestion forestière qu'à partir de la retraite ou aux alentours, entre 50 et 60 ans. Si bien qu'on peut considérer qu'une large majorité des forêts privées sont détenues et gérées par une même personne sur une échelle de temps proche d'une génération. Tous les 20 à 30 ans en moyenne, les propriétés forestières changent de main, même si elles restent dans le même cercle familial. Dans ces périodes de transmission générationnelle se jouent généralement la

continuité de la gestion, la cohérence des interventions et, par ricochet, la qualité finale des bois obtenus.

Les contraintes indiquées ci-avant sont particulièrement marquées dans les régions où la gestion forestière n'apparaît pas nécessairement comme une « évidence » par les propriétaires, parce que la « tradition » forestière n'y est ancrée, parce que la « culture » des forêts n'est pas un quotidien vécu ou visualisé dans la majorité des massifs, parce que les entreprises d'exploitation et de transformations ne sont pas nombreuses ou parce que les conditions de croissance des bois ne sont pas optimales.

Dans ces régions, les agents de développement des CRPF, des GDF, des CETEF, des syndicats de propriétaires, les gestionnaires de coopératives et les experts sont confrontés tous les jours aux nombreux freins d'ordre psychologiques et sociaux vis-à-vis d'une véritable gestion forestière (qui s'ajoutent aux contraintes topographiques, techniques et économiques).

Quelles solutions vis-à-vis de ces contraintes qualitatives ?

Vis-à-vis de l'ensemble des contraintes qualitatives énumérées, une sylviculture continue peut présenter des avantages importants et déterminants (la notion de sylviculture continue est ici considérée dans sa dimension temporelle principalement, c'est-à-dire favorisant des interventions fréquentes, sans distinction de traitement ou de régime sylvicole, à ce stade de la réflexion).

Principalement parce qu'un cycle de production forestière nécessite le travail (ou à minima l'intérêt) de plusieurs générations de propriétaires.

Une gestion réellement durable doit donc être considérée à cette échelle de temps.

Or, le « fil » de la gestion est parfois délicat à maintenir entre deux générations qui n'ont plus les mêmes vies, les mêmes habitudes et les mêmes rapports à la nature et à la forêt.

D'où l'intérêt d'effectuer des interventions régulières dans la propriété (via une sylviculture continue). Cela permet de garantir une meilleure appropriation de la gestion par le propriétaire, une maîtrise plus avancée des paramètres techniques et économiques, un lien plus régulier au gestionnaire (quand il existe) et, globalement, un maintien de l'intérêt pour la gestion forestière. Le « fil temporel » de la gestion est alors moins fragile.

Une sylviculture continue amène une transmission intergénérationnelle moins compliquée puisque le « relais » entre parents et enfants s'effectue lors de « séquences » de gestion plus rapprochées. Bien souvent, la transmission s'étale dans le temps, ce qui est très favorable à une gestion cohérente, d'autant plus lorsque celle-ci s'appuie sur un document établi (PSG...).

Quelle « sylviculture continue » mettre en place ?

-- Dans le cas des « grandes » propriétés (>25 ha), les modalités de régime et traitement sylvicole sont moins déterminantes vis-à-vis du maintien du « fil générationnel » de la gestion.

Surtout s'il existe un document de gestion en cours pour la propriété (PSG...) et/ou qu'elles sont gérées avec l'aide d'un expert ou d'un OGEC, comme c'est souvent le cas.

Dans ce type de propriété, la « sylviculture continue » peut tout aussi bien être une sylviculture régulière (au sens sylvicole du terme), irrégulière ou jardinatoire.

Le frein « social » à une gestion durable y est, de toute manière, nettement moins marqué.

En effet, quelle que soit la modalité, il y a bien souvent suffisamment à faire pour que la gestion devienne, de fait, continue et que les contraintes indiquées ci-avant soient amoindries. Par exemple, lorsqu'une parcelle entre dans une « séquence » de gestion moins active (entre deux éclaircies ou dans les premières années qui suivent les coupes rases ou les coupes de régénération par exemple, en sylviculture régulière), il y en a toujours une autre parcelle pour laquelle une « séquence » de gestion se met en place.

Pour autant les difficultés d'ordre « sociales », en particulier au moment des successions, peuvent se poser également dans le cas des grandes propriétés.

-- Dans le cas des « petites » et « moyennes » propriétés – qui sont, rappelés-le, celles sur lesquelles pèsent le plus d'enjeux d'avenir en termes de mobilisation supplémentaire de bois et d'amélioration qualitative de la gestion – une « sylviculture continue » est plus complexe à mettre en place, notamment vis-à-vis du morcellement foncier et des contraintes économiques. Et là une véritable gestion durable, passant outre les contraintes qualitatives et sociales dont il est question ici, devient plus délicate à mettre en oeuvre.

C'est précisément dans ce cas qu'une sylviculture de type Pro Silva, irrégulière et continue dans le temps, peut s'avérer intéressante, bien qu'elle présente également des contraintes :

- Intéressante en premier lieu parce que, pour une période donnée (ex : une génération de propriétaire), les passages en éclaircie et coupes jardinatoires seront plus fréquents.

Avec tous les intérêts « sociaux » que cela comporte en termes de maintien de la « pression » de gestion, de passation et continuité générationnelle (cf § précédents).

- Intéressante toujours parce qu'elle permet de maintenir un « continuum paysager », en conservant un couvert forestier continu et en limitant au maximum les zones de coupes rases. Ces dernières sont, bien souvent, mal perçues par les « petits » propriétaires, notamment ceux qui, nombreux, habitent loin de leur bois et en ont une vision très « patrimoniale » et relativement « protectionniste ».

Sans compter que les coupes à blanc entraînent un creux dans la « pression » de gestion, durant les années qui suivent. Ce creux peut, s'il intervient dans une phase successorale, démotiver le nouveau propriétaire, qui hérite de la parcelle ou de la forêt alors qu'elle ne nécessite que des investissements. Et cela l'amène, la plupart du temps, à renoncer aux premières interventions d'amélioration (nettoyements, tailles de formation, élagages, dépressages, 1ère éclaircies...). L'intérêt social du « continuum forestier » est en plus renforcé par le contexte actuel où les aides à la sylviculture ont quasiment disparues (du moins pour les peuplements naturels, qui constituent pourtant l'essentiel des forêts privées françaises) et où les aides au reboisement ne couvrent plus que très partiellement les coûts des chantiers (en tout cas pour les coupes intervenant sur des peuplements de qualité moyenne).

- Intéressante ensuite parce que cette sylviculture d'arbre permet d'adapter la gestion aux variations stationnelles des parcelles et aux faciès des peuplements.

En cela, elle évite l'application d'un modèle unique et homogène d'intervention, qui est parfois mal vécu par des propriétaires qui, s'ils ne perçoivent pas toujours les notions techniques, sont pour autant conscients que leurs propriétés sont hétérogènes et variées et sont parfois réticents à l'idée d'y appliquer des interventions qui leur semblent plus rigides. Cet intérêt prend également tout son sens dans les régions où il existe de grandes différences de potentialités, à l'échelle micro-stationnelle. On pense en particulier aux arrière-pays méditerranéens et aux piémonts montagnards qui peuvent présenter, en l'espace de quelques mètres ou dizaines de mètres, des potentialités forestières extrêmement variées, passant de médiocres à très fortes, et inversement. Dans ces zones où la « culture » forestière n'est bien souvent pas très développée, des interventions qualitatives et limitées sont souvent bien assimilées et appréciées des propriétaires, qui en comprennent le sens et la logique. La sylviculture d'arbre, concentrant les efforts et les interventions autour des seules tiges de qualité est alors particulièrement adaptée, sur le plan technique et « social ».

- Intéressante enfin la mise en place, avec les propriétaires, d'interventions de gestion proches de la logique Pro Silva, permet alors de mieux les former aux notions de stations, d'analyse individuelle des arbres et d'approche globale du milieu (et souvent aux contraintes d'exploitation et de ventes, lorsque les bois sont triés et vendus bord de route). Ce qui permettra par la suite, aux propriétaires eux-mêmes, de transmettre plus facilement ce savoir aux générations suivantes, d'où un meilleur « liant intergénérationnel ». Il convient également d'indiquer que les interventions de type « sylviculture d'arbre » sont souvent appréhendées avec plus de facilité, puisqu'elles sont à la portée des propriétaires (notamment l'éclaircie par détournement autour d'une tige d'avenir, qui peut être réalisée par le propriétaire lui-même pour un nombre limité d'arbres) et parce qu'elles sont réalisées souvent avec la même logique d'aménagement d'une fois sur l'autre (cf principes de gestion Pro Silva). Une fois maîtrisée par le propriétaire, la logique d'intervention est plus facilement transmissible aux générations suivantes, même si le gestionnaire n'intervient plus.

- La sylviculture Pro Silva peut toutefois se heurter à des problèmes dans les contextes de « petites » et « moyennes » propriétés en stations « normales » (hors zones trop pauvres, où toute sylviculture est inenvisageable et hors zones de potentialités exceptionnelles, forcément intéressantes). Là, des interventions plus fréquentes peuvent être limitées par des seuils minimaux de volume, des difficultés de tri et valorisation des bois (lots homogènes trop faibles) ou une rentabilité difficile des interventions d'un gestionnaire spécialisé, qui est nécessairement un intermédiaire supplémentaire. Mais il s'agit là de contraintes techniques ou économiques, qui ne sont pas au coeur du sujet de cet article.

Il existe toutefois des solutions à ces problèmes, en premier lieu via un travail de fond à effectuer en termes de regroupement économique et foncier (ventes en régie, regroupement des lots sur des parcelles voisines, création de structures de regroupement foncier...), mais également via un travail important d'information / formation et d'« autonomisation » progressive des propriétaires mais aussi des exploitants forestiers et des ETF vis-à-vis des principes de gestion Pro Silva. En particulier pour les « petites » et « moyennes » propriétés et dans les régions de France où les potentialités forestières ne sont pas optimales et les gestionnaires rares.

Sans cet effort d'information et de formation, les principes de gestion Pro Silva risqueraient de rester limités à la proche sphère des gestionnaires spécialisés, détenteurs de la connaissance technique. Les formations continues aujourd'hui mises en place par Pro Silva France (documents et renseignements : www.prosilva.fr) vont permettre de répondre à cette nécessité.

Nicolas Luigi